

Rapport du Directeur général

Alors que dans certains pays riches, le confinement et les campagnes de vaccination ont considérablement réduit la progression de la pandémie, le nombre mondial de cas et de décès dus au COVID-19 atteint de nouveaux records, la toute dernière hausse ayant été enregistrée en Asie du Sud.

Le Groupe indépendant sur la préparation et la réponse aux pandémies a conclu ses travaux par un rapport accablant selon lequel le COVID-19 était « une catastrophe évitable ». Le coronavirus a trouvé un monde vulnérable aux pires effets d'une pandémie, malgré les avertissements des experts et une série de menaces récentes pour la santé mondiale, du SRAS au Zika en passant par Ebola. Les circonstances ne se sont pas améliorées au cours de l'année écoulée, a déclaré le groupe d'experts, notant que « le système actuel est clairement incapable d'empêcher qu'un autre pathogène nouveau et hautement infectieux, qui pourrait apparaître à tout moment, ne se transforme en pandémie ».

Qualifiant le COVID-19 de « terrible signal d'alarme », le groupe a formulé une série de recommandations, demandant notamment aux pays à haut revenu de fournir au moins 1 milliard de doses de vaccin aux pays à revenu moyen et plus de 2 milliards de doses d'ici à la mi-2022. Le groupe d'experts préconise également la création d'un Conseil mondial des menaces sanitaires et d'un système de surveillance des épidémies fondé sur une transparence totale.

Nous constatons que de nombreuses organisations (GFATM, ONUSIDA, et autres) cherchent à se redéfinir en tant qu'acteurs clés de la préparation et de la réponse aux pandémies. Les AM de l'IPPF restent axées sur la santé sexuelle et reproductive, et certaines contribuent à la mobilisation des communautés et au déploiement des vaccins. La plupart des bureaux du Secrétariat sont fermés, le personnel travaillant à domicile.

Cette situation sert de toile de fond à l'annonce des coupes brutales dans le soutien du gouvernement britannique à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans le monde, que nous avons signalées dans notre mise à jour d'avril. De nombreux efforts ont été déployés ce mois-ci pour faire monter la pression (avant que le Royaume-Uni n'accueille le G7 en juin) et pour s'adapter à cette nouvelle réalité dramatique, qui n'a même pas respecté les contrats existants.

Nous savons que nous devons continuer à opérer dans un environnement difficile. L'austérité et la demande croissante de services représentent des défis énormes. La perte significative de financement pour l'IPPF - d'un montant total d'environ 72 millions de livres sterling (environ 100 millions de dollars US) - entraînera des réductions massives des programmes phares du Royaume-Uni, WISH (*Women's Integrated Sexual Health*) et ACCESS. Sans financement supplémentaire, l'IPPF sera contrainte de fermer des services en Afghanistan, au Bangladesh, en Zambie, au Mozambique, au Zimbabwe, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Ouganda, au Mozambique, au Népal et au Liban et pourrait être contrainte de fermer des services dans neuf autres pays, retirant ainsi le soutien aux services de santé sexuelle et reproductive d'environ 4 500 dispensaires dans le monde. Malheureusement, cela signifiera également la perte de plus de 480 membres du personnel de l'IPPF qui soutiennent la prestation de services de santé sexuelle et reproductive dans ces pays soutenus par le Bureau britannique des affaires étrangères et du Commonwealth (FCDO). De même, les coupes d'approvisionnement de produits de santé reproductive du FNUAP entraîneront d'importantes ruptures de produits contraceptifs, ce qui rendra plus difficile pour nos associations membres de se procurer des contraceptifs abordables et d'autres articles de santé reproductive et de maintenir la pérennité des services.

À leur crédit, la plupart des autres gouvernements - qui nous fournissent un soutien non restreint de base extrêmement précieux - ont confirmé ou augmenté les niveaux de financement pour 2022, ce qui nous permet de présenter les chiffres de gestion prévisionnels consultables dans le rapport du C-FAR. Les ressources disponibles pour les subventions non restreintes aux AM restent stables, tandis que nous cherchons à augmenter les ressources disponibles par le biais du Flux 2.

Nous sommes encouragés par le fait qu'à mesure que nous avançons dans la réforme de la gouvernance (désormais axée sur le soutien au renforcement de la gouvernance des associations membres), nous aurons l'occasion de faire une pause et de nous assurer que notre gouvernance tisse des liens plus forts avec et entre les communautés et les personnes que nous servons tout en les représentant mieux. Nous allons également lancer une bourse d'études pour la promotion des femmes dans le leadership. Cette bourse améliorera les parcours professionnels des femmes, offrira un parcours universitaire aux cadres de direction moyens et supérieurs et s'appuiera sur la diversité du leadership au sein de la Fédération. Cette initiative, ainsi qu'un effort renouvelé pour soutenir le développement et la mise en œuvre de nouveaux systèmes de gestion et de performance agiles afin de moderniser le Secrétariat et les associations membres, nous occupera tout au long de l'année.

Nous sommes heureux d'apprendre le lancement d'un consortium dirigé par une association membre qui œuvre à « permettre et assurer un programme d'égalité des genres ambitieux sur l'avortement médicamenteux auto-administré ». Nous

sommes ravis de constater la vitesse à laquelle nous rétablissons notre empreinte programmatique en Amérique latine et dans les Caraïbes, grâce à notre nouveau bureau régional en Colombie et à Trinidad-&-Tobago. Cela permettra de corriger certaines des inégalités raciales constatées lors de notre précédente installation.

Nous sommes dans l'impatientte attente d'un process perturbateur, transformateur et inclusif destiné à concevoir notre nouvelle stratégie pour 2023-2028. Etant l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de services de santé sexuelle et reproductive et une force progressiste de changement politique et de droits, l'IPPF a la responsabilité de fournir un cadre stratégique qui confrontera, repensera et ré-imaginera l'idée de la santé sexuelle et reproductive et des droits pour tous.

L'IPPF s'est félicitée de la décision du Président Biden d'abroger la néfaste règle du bâillon mondial qui contribua à l'augmentation des grossesses non désirées et des avortements à risque, aboutissant à des décès maternels évitables. Mais nous reconnaissons qu'il s'agit là d'un strict minimum. Nous ne nous reposerons pas tant que nous n'aurons pas obtenu une abrogation permanente qui empêchera les dommages causés par le yo-yo constant et le retour des éléments les plus abusifs de cette politique avec chaque nouvelle administration républicaine.

Alors que le Forum sur l'égalité des genres (juin, Paris) offre l'opportunité de signaler la force de notre intention de remettre en question un rapport de force déséquilibré avec une optique féministe plus profonde, effectivement plus égalitaire et inclusive, nous reconnaissons les limites de plus de promesses et d'engagements.

Nous nous efforcerons de remettre en question notre *business model*, en recherchant des solutions garantissant viabilité et pérennité au-delà des cycles politiques et avec pour objectif d'être mieux préparés aux crises inévitables qui nous attendent, notamment l'urgence climatique.

Nous reconnaissons que les défenseurs des droits sexuels et reproductifs continueront à subir les attaques de ceux qui sont séduits par la politique phallocrate. Ceux qui s'opposent à la liberté sexuelle et reproductive nous trouveront prêts : l'IPPF continuera à plaider et à fournir des services, quoi que l'on fasse pour essayer de nous arrêter. Nous ne ferons que nous renforcer.

Ce contexte difficile pour notre action rend encore plus cruciale notre tâche commune de développer un prochain cadre stratégique convaincant pour l'IPPF. Un terrain plus difficile pour la santé sexuelle et reproductive signifie un terrain plus difficile pour nous à l'IPPF. Et déterminer comment nous pouvons traverser ce terrain et aller loin dans l'avenir, de manière efficace, sûre et pérenne est

peut-être la responsabilité la plus importante que nous ayons en tant que Conseil d'administration, DG et équipe de direction.

À l'heure actuelle, l'incertitude mondiale n'a pas de fin en vue. Cependant, nous pouvons être sûrs qu'elle signifie que nous devons choisir avec soin la prochaine série de priorités stratégiques de l'IPPF, non seulement pour ce que nous nous engageons à fournir en termes de SDSR, mais aussi en termes de mode de fonctionnement, de création et de distribution de revenus et pour ce qui touche aux partenariats et aux systèmes de gouvernance dont nous aurons besoin pour maintenir la cohésion de cette Fédération.

Cette année, sous la direction des Conseils du C/SIP et en tenant compte de l'agitation dans le monde, nous entreprenons une réflexion stratégique sur ces différents aspects de l'avenir de l'IPPF. L'année prochaine, nous présenterons les recommandations qui en découlent à l'Assemblée générale, sous la forme d'un nouveau cadre stratégique 2023-2028. Étant donné qu'il s'agit de l'une de nos responsabilités majeures, nous devons consacrer suffisamment de temps ensemble pour bien le faire. Dans cette optique, nous proposons à votre approbation l'ajout d'une réunion supplémentaire du Conseil d'administration au calendrier que nous avons approuvé en mars.

La réunion supplémentaire du Conseil d'administration, qui se tiendra fin septembre, ne suivra pas l'ordre du jour habituel, mais sera consacrée à trois points seulement, tous liés entre eux :

- Retour complet du cabinet Russel Reynolds Associates sur les résultats de l'évaluation du Conseil d'administration, puis discussion sur ce que ces résultats signifient pour nos futures méthodes de travail.
- Une séance commune avec le C/FAR sur la gestion et l'atténuation des risques (c'est-à-dire les risques financiers, programmatiques, de réputation et autres) et ce que cela signifie pour l'avenir.
- Une séance commune avec le C/SIP sur le prochain cadre stratégique et les options concernant les éventuels domaines, thèmes et défis prioritaires pour l'avenir. Cette séance, qui s'appuiera également sur les deux premiers points de l'ordre du jour, constituera un premier point de contrôle avec le C/SIP et une première grande occasion pour le Conseil d'exprimer ses propres points de vue sur les orientations futures et les priorités essentielles à prendre en compte.

Nous proposons d'accorder deux heures à chaque point, ce qui rendrait notre réunion de septembre légèrement plus courte que d'habitude. Nous espérons que, dans l'ensemble, cette proposition a du sens pour vous et nous sommes impatients d'en discuter lors de notre réunion de juin.